



Face à l'urgence sociale et environnementale, des orgas iséroises déclinent ensemble et localement la démarche nationale Plus Jamais Ça. Plus d'infos sur <https://plus-jamais.org/>



Pour une agriculture durable et une alimentation de qualité

Quelques chiffres clés :

- Surface agricole : 240 000 ha, dont 10% (ordre de grandeur) en bio

Cela signifie qu'une majeure partie des productions agricoles utilisent des engrais de synthèse et/ou des pesticides qui ont un impact négatif sur l'environnement et sur la santé de la population.

- 35% des terres sont utilisées pour cultiver des céréales dont 50% pour l'exportation,
- 150 000 ha d'herbage servent donc pour une production de viande et de lait largement suffisante pour la population iséroise puisqu'une part importante de cette production part vers l'exportation.

Si une part de cette surface était utilisée pour nourrir les habitants, cela permettrait d'augmenter la production locale pour l'alimentation des habitants (actuellement seulement 3% sont produits en Isère), et de créer des emplois.

- **50% des exploitants ont plus de 50 ans** d'où une opportunité lors des cessations d'activité de réorienter l'utilisation des terres pour une agriculture nourricière.

L'organisation de l'agriculture productiviste de notre territoire génère des coûts pour la société du fait de l'augmentation du nombre :

- De kilomètres parcourus par les produits agricoles pour arriver dans nos assiettes (circuit long).
- De personnes à soigner à cause de la mauvaise qualité de l'alimentation et de l'environnement.
- De dispositifs à mettre en place pour lutter contre la pollution (traitement des nitrates dans l'eau..)

Problématique :

Le nombre de candidats à l'installation (et/ou de salariés agricoles) pour un volume de production bio pour toute la population iséroise (surtout en fruits, légumes, légumineuses) est insuffisant.

Comment orienter différemment l'utilisation de la Surface Agricole Utile en Isère vers les besoins en légumes, légumineuses et fruits ? Comment penser la spécificité du territoire isérois (50% de montagne) dans un équilibre régional (viande et lait en montagne, fruits céréales et légumes en plaine) ?

Construire un outil d'évaluation des politiques locales

Il est proposé de mettre en place à l'échelle d'un territoire (commune, intercommunalité, département ou région) un observatoire des pratiques agricoles et alimentaires. L'objectif est de collecter une batterie d'indicateurs décrivant l'ensemble des politiques intervenant tout le long de la chaîne de la production à la consommation («du champ à l'assiette») pour objectiver, évaluer et suivre les évolutions des mesures agricoles et environnementales réellement mises en œuvre.

· **Production** : taille moyenne et nombre d'exploitations, proportion d'exploitations en bio, fraction d'installation hors cadre familial, nombre d'agriculteurs sous le seuil de pauvreté...

· **Foncier** : superficie des surfaces agricoles cultivées/naturelles, protégées de l'artificialisation (ZAP, PAEN, portage public ou privé type Terre de liens) ex : Ferme de Pommiers à La Sure en Chartreuse (fromage de brebis), Ferm'avenir à Gillonnay (ovins), Le Perroux à Villeneuve de Marc (bovins allaitants et porcins), Ferme de Chalonne (céréales, viande, œufs), Le Marais des Mûres à Bourgoin-Jallieu (légumes)

· **Formation** (initiale et continue) : nombre de jeunes formés dans les filières agricoles, nombre de formations proposées/suivies dans des organismes/structures hors éducation nationale (Adabio, ADDEAR, Atelier paysan...)

· **Biodiversité** : volumes de consommation/vente de produits phytosanitaires et antibiotiques pour animaux, nombre d'actions d'accompagnement à la préservation de la biodiversité à destination des agriculteurs (restauration de haies, étang sur terrains cultivés ou à proximité), nombre d'apiculteurs/ruches, estimation de l'impact de la commande publique sur la déforestation importée...

· **Transformation / consommation** : volume de denrées transformées sur place, proportion de la consommation importée, proportion de proposition végétarienne dans la restauration scolaire (en nombre de repas) et consommation hebdomadaire de viandes / poissons (en masse), part de l'alimentation dans le budget des ménages ...

· **Indicateurs globaux** : capacité de résilience du territoire (nombre de jours d'autonomie en cas d'arrêt des transports)

La plupart de ces indicateurs sont le plus souvent disponibles selon différents canaux (ministère, chambre d'agriculture, collectivités, associations...) mais ne sont jamais regroupés empêchant d'avoir une vision globale de l'efficacité d'une politique. Chaque collectivité territoriale a matière à s'emparer de cette question grâce sa place centrale vis-à-vis de ces acteurs, indépendamment des compétences respectives de chacune. Une affectation de personnel à temps plein est nécessaire à la constitution de ces observatoires, à l'échelle départementale.

Un rapport annuel devra être rendu par ces observatoires pour être débattu par les assemblées délibérantes à chaque niveau (commune, intercomm, dep, région...) et observer les évolutions sur le moyen et long terme. Ces observatoires permettront de juger objectivement de la volonté de toutes les collectivités à entamer une transition de modèle.

Exemples d'initiatives locales en Isère permettant le développement de l'agriculture

- Des collectifs de citoyens :

- x accompagnent les municipalités pour la mise en place de cuisine pour la restauration collective et organisent des jardins partagés,
- x informent la population pour limiter les risques liés à l'utilisation de pesticides,
- x contribuent à la mise en place d'espaces naturels protégés,
- x organisent des marchés avec circuits courts ex :St Aupre, Apprieu

- Des agriculteurs

- x les exploitants accueillent en formation les stagiaires

-Des associations

- x achètent des terrains pour les louer à des agriculteurs bio. (Terre de Liens)
- x communiquent sur la résilience et l'autonomie alimentaire (Collectif Citoyen Autonomie Alimentaire)
- x développement d'Amap ex : Alliance PEC, paniers solidaires comme l'Equytable,
- x création d'épicerie solidaire (Échiroilles : épicerie Dounia, Voiron : épicerie Amandine,...)

- Des collectivités

- x une centrale d'achat de produits locaux Manger Bio Isère (MBI)
- x la légumerie ABépluche (fournisseur de restauration collective)
- x les municipalités louent des terrains aux exploitants (ex: Montbonnot: jamais sans mes bottes légumes et œufs bio, Saint-Martin d'Hères Ferme des maquis fromage de chèvre bio, Ferme urbaine de la ville de Grenoble...)
- x proposent des espaces tests pour les candidats à l'installation : la boîte à Essai à Chatte : <http://www.bae.saintmarcellin-vercors-isere.fr/>
- x mise en valeur de produits locaux par des marques ou des labels (ex: label Is Here)
- x La maison des collines : sensibilisation au monde agricole à destination des scolaires.

À l'échelle du territoire alpin, des partenaires publics, collectivités territoriales et parcs naturels régionaux, organisations socioprofessionnelles, associatives et citoyennes ont élaboré un Projet Alimentaire Inter Territorial (PAIT) <https://www.pait-transition-alimentaire.org/>

Actions en cours ou à envisager pour dynamiser l'agriculture iséroise

Rendre le foncier plus accessible :

- ✓ En proposant aux communes et/ou départements de faire un état des lieux des terrains occupés, en friche, des types de production...
- ✓ En demandant au département d'aider les communes à acheter des terrains pour les louer à des agriculteurs (ex en Haute-Savoie qui a abondé à 60% pour l'achat d'un terrain de 60ha)
- ✓ En demandant aux communes d'aider les agriculteurs à trouver un logement à un prix raisonnable lorsque le coût immobilier est élevé (réservation de HLM, logement de fonction...)
- ✓ En proposant aux collectivités d'aider financièrement l'installation des porteurs de projet en échange d'une production de denrées déficitaires sur le territoire (projet en Dordogne).

- ✓ En développant les espaces tests (terrain mis à disposition pour tester à petite échelle de la viabilité du projet en vue d'un lancement définitif de l'installation à proximité).

Donner plus de moyens pour :

- ✓ Accompagner les porteurs de projet, développer les stages (Addear, Adabio, Atelier Paysan...)
- ✓ Développer les relations entre les centres de formation (MFR, CFPPA, lycées agricoles) et les paysans ,
- ✓ Aider à la conversion en bio via des formations et accompagnements pour lever les freins psychologiques / sociaux (chambre agriculture, adabio...)
- ✓ Aider à la transmission des fermes : accompagnement psychologique auprès des cédants,
- ✓ Rendre l'attractivité du métier de paysan en allant témoigner dans les lycées ex film documentaire Douce France <https://doucefrance-lefilm.fr/>, participation du monde agricole au forum des métiers?

Sensibilisation des citoyens :

- ✓ Mise en relation citoyen-agriculteur : visites de ferme, échange de quelques heures de travail contre des produits de la ferme, présentation de Terre de Liens, AlliancePEC....
- ✓ Proposer des stages agricoles aux collégiens / lycéens,
- ✓ Inciter les cantines à utiliser plus de produits locaux (via MBI, ABépluche...) sans vouloir rogner sur les prix,
- ✓ Interpeller les candidats aux futures élections via les indicateurs et redemander des aides pour les structures d'accompagnement (Addear, Adabio, Ateliers Paysans)